

les hauts cris. Ce fut alors que les Fermiers-Unis de l'Alberta s'organisèrent. Je pris part à la fondation de ce parti peu de temps après être sorti de l'université. En 1922, la dette se chiffrait à 95 millions.

Je mentionnerai une autre période dans l'histoire financière de l'Alberta, entre 1923 et 1930. Je cite un extrait du rapport concernant cette période :

Il est vrai que le seul maintien de sa situation, à en juger par les standards qui existaient alors, fut un fait remarquable, mais la situation de 1922 avait été si défavorable en elle-même et si différente de celle des autres provinces, qu'on ne saurait excuser le fait de n'avoir pas pris des mesures plus déterminées pour y remédier.

Permettez-moi de commenter ces lignes une minute ou deux. Le gouvernement des Fermiers-Unis de l'Alberta est arrivé au pouvoir en 1921. Il s'est immédiatement attaqué au problème de la dette provinciale. Comme résultat de ses efforts de 1922 à 1930, la dette ne fut pas accrue. En d'autres termes, elle se maintint à 95 millions. Le rapport de la banque semble dire que l'administration des Fermiers-Unis de l'Alberta est blâmable jusqu'à un certain point parce que ce gouvernement n'a pas remboursé une partie de la dette durant les années prospères de 1926 et 1927. Il est assez facile de jeter un regard en arrière et de dire ce que l'on aurait dû faire, mais les honorables députés se rappelleront que durant ces années nous pensions que nous nous rétablissions des effets de la guerre, et que des jours bien meilleurs s'annonçaient.

L'hon. M. DUNNING: La vente des chemins de fer durant cette période fut un facteur important.

M. BLACKMORE: Je ne voulais pas prendre le temps de parler de ce sujet.

L'hon. M. DUNNING: Cette question a une portée sur la situation de la dette. Il est inutile de développer ce point.

M. BLACKMORE: Voici mon argument: Si l'administration des Fermiers-Unis de l'Alberta, que l'on tient généralement comme ayant été honnête, sincère et efficace, s'est trouvée incapable d'acquitter une partie de la dette de 95 millions au cours de ces années prospères, quelle chance a le gouvernement actuel de rembourser la dette accumulée? C'est une question sérieuse que nous devons nous poser. Nous nous la sommes posée des milliers de fois dans l'Alberta. Comme je le ferai observer plus tard, ce n'est pas que nous refusions de payer nos dettes, mais nous voulons les ajuster d'une façon qui nous permette quelque peu de les payer.

La période suivante va de 1931 à 1936. La dette nette de l'Alberta a augmenté de 52

[M. Blackmore.]

millions de dollars au cours de ces années. Le rapport de la banque dit:

Environ la moitié de l'augmentation nette s'est produite au cours de deux premières années de cette période.

On trouvera encore ce passage à la page 33.

Dix-neuf millions de ces cinquante-deux millions de dollars furent dépensés en secours et en travaux de chômage.

On me pardonnera peut-être de consacrer quelques instants à une question qui touche à un point sensible chez les membres de l'ancienne administration des Fermiers-Unis de l'Alberta. Le mouvement du Crédit social a expulsé complètement ce dernier parti. Nous ne désirons pas dénigrer les Fermiers-Unis. J'ai toujours été d'avis qu'ils ont fait tout leur possible. Voilà ce que j'ai déclaré pendant toute la durée de la campagne électorale et j'ai bien soin d'insister sur ce point vu qu'un bon nombre d'hommes publics qui ont lutté sous ce régime liront peut-être mes paroles. Pour moi, lorsqu'un homme a bien fait et fait de son mieux, c'est une honte que, pour des raisons d'ordre politique ou autres, on essaie de ternir sa réputation. C'est là une façon d'agir méprisante à la quelle je ne descendrai jamais. Voilà pourquoi j'insiste sur ce point afin que les honorables membres comprennent bien que je ne blâme pas plus qu'il ne faut le régime des Fermiers-Unis de l'Alberta.

La conséquence de toutes ces aventures, c'est que la province de l'Alberta avait une dette de 147 millions de dollars lorsque nous nous sommes réveillés avec le puissant mouvement du crédit social. Je ne blâme pas les honorables membres de considérer l'agitation du Crédit social comme quelque chose d'insensé. Lorsque j'en ai entendu parler pour la première fois, je l'ai envisagé sous cet angle-là. Cependant, nous avons fini par prendre ce mouvement très au sérieux et voici pourquoi. Nous avons vu dans le mouvement un moyen de sortir notre belle province du marasme de dettes où elle s'enlisait. Je citerai un autre extrait du rapport de la banque que je relève à la page 26:

A l'été de 1935, l'Alberta avait en grande partie épuisé son actif liquide et réalisable afin de rencontrer ses déficits chroniques en espèces et lorsqu'une course sur les certificats d'épargne se produisit, au mois d'août 1935, les fonds nécessaires n'étaient pas disponibles.

Il est à remarquer que l'on rencontre chez les honorables membres une disposition d'esprit à jeter le blâme sur le régime du Crédit social en ce qui regarde nos difficultés financières. J'ai dit tout à l'heure que c'est une façon de procéder méprisante et déshonorante que de jeter le blâme à qui ne le mérite pas. Ainsi donc, je considère comme un affront que